
qu'est ce que...

**les
natio-
nali-
sations**

**document ligue
communiste**

supplément à rouge n° 189



Les nationalisations

Si l'on en croit les partisans de l'Union de la Gauche, il existe un moyen sûr, efficace et sans douleur de donner un coup d'accélérateur à la marche de la France au socialisme : *les nationalisations*. Grâce à elles, explique par exemple Georges Marchais, il est possible « que les principaux leviers économiques (...) soient retirés des mains d'une poignée de grands financiers et remis à la nation elle-même ». Cette mesure, c'est, nous dit-on, la « clé de voûte » du programme commun, celle qui casse les reins de l'économie bourgeoise, et commence à faire fonctionner le pays en imprimant à son économie une logique qui est celle non plus du profit mais de la satisfaction des besoins des larges masses.

Face à de telles promesses, quelle est la position des militants révolutionnaires ? Sont-ils pour, ou contre ? A quelles conditions ?

C'est ce que nous allons nous efforcer de préciser dans cette plaquette, en commençant par mettre un certain nombre de choses au point.

Toute nationalisation va-t-elle toujours à l'encontre des intérêts des capitalistes ?

Dans le cadre de l'Etat bourgeois : Non ! Dans certains services déficitaires qui ont une utilité sociale, mais où le taux de profit est trop faible au goût des capitalistes, dans certains secteurs où les investissements à réaliser sont très importants et dépassent les moyens de capitalistes individuels, la nationalisation peut être décidée, comme une simple mesure de rationalisation du système capitaliste : l'exemple type est celui des chemins de fer : le rachat par l'Etat en 1937 des titres des compagnies a été une bonne affaire pour les capitalistes. D'autre part un secteur nationalisé n'est pas coupé des autres secteurs industriels capitalistes. Il est le plus souvent en liaison étroite avec eux, quand il ne leur sert pas purement et simplement de vache à lait : ainsi à la SNCF, le prix des wagons complets réservés aux gros utilisateurs (tel ESSO) a diminué de 10 %, pendant